

Transcription :

Monsieur Victor Considérant, remise aux soins de Madame Laveur, 6 rue des Poitevins.

Jeudi

Mon cher Considérant,

Me revoici à la Conciergerie après être resté 8 jours à Versailles. Heureusement, messieurs les militaires ont renoncé à me juger. Je passe à la justice civile. Je vais être interrogé par Monsieur le juge d'instruction Foulhoux. Je ne suis plus au secret, et si vous faisiez une demande (je ne sais à qui), vous pourriez venir me voir. Vous pourriez même voir Mr Foulhoux, ou lui faire parler. Je suis revenu accouplé et les menottes aux mains. Il faut tout voir dans la vie. Mon pauvre ami et cousin Max Buchon est venu la chaîne au cou de Besançon à Arbois entre des gendarmes à cheval. Les gens qui désirent la liberté pour tout le monde n'ont pas de chance. J'ai écrit à notre compatriote Grévy. Par sa position, il ne peut porter ma cause, mais il m'a conseillé Me Lachaux. Je crois que maintenant mon accusation ne doit plus porter que sur la colonne Vendôme, quoique je ne sois pas réellement l'auteur de sa chute. Le 18 mars avait fait le décret le 14 avril et je n'ai fait partie de cette chambre que le 22 du même mois. Sans m'y opposer formellement, j'ai pourtant fait ce que j'ai pu pour que cette Chambre ne mît pas son décret en exécution, car au fond, elle ne m'inspirait pas de confiance, je les trouvais incomptents en toute chose, mais je ne pouvais pas me prononcer. J'ai fait aussi une proposition de la transporter aux Invalides, suivant ma première idée, voyant que je ne pouvais m'opposer à sa chute. Vous savez, mon cher, que je ne suis d'aucun gouvernement, je suis pour la liberté, de telle sorte que si Henry 5 revenait, ayant lutté contre les curés qui selon moi gênent la liberté, je serai proscrit. Si les d'Orléans reviennent, je serai proscrit, ayant lutté contre leur père de 40 à 48. J'ai lutté contre les républicains de 48 ; j'ai lutté ensuite contre Napoléon pendant 20 ans, la colonne aidant, je serai à Cayenne peut-être s'ils reviennent. Le seul gouvernement que j'ai servi c'est le 4 septembre, et d'une façon désintéressée, c'est moi au point de vue des arts qui ai fait tout son ouvrage, et qui ai sauvé nos musées des Prussiens et des Versaillais, et de la guerre civile. C'est ce gouvernement-là aujourd'hui qui me fait croupir en prison, qui me déshonneure et qui perd mon existence. Tout le temps du 18 mars, je commandais deux cent employés par Versailles et payés par Versailles, sans que j'aie renvoyé personne. C'est moi qui ai sauvé les tableaux qui étaient aux Tuileries, qui seraient brûlés sans moi. On a libéré le père Beslay, Theisse, et Léo Meillet pour avoir sauvé Chanzy, mais tous ces

messieurs ont fait moins que moi pour la conservation de Paris. Je ne sais vraiment pas à quel profit on me fait tout supporter, ils ne se rappellent même plus que c'est eux qui ont donné le branle à propos de l'empire, quand ils ont jeté à l'eau le petit Napoléon de la Grande armée. Maintenant, quand les socialistes reviendront, je serai proscrit comme suspect, ils ont déjà voulu me mettre à Mazas à propos de ma démission avec la minorité.

Vous avouerez que je n'ai pas de chance en politique, et que la liberté me coûte cher. Dans ce moment-ci, tous mes tableaux se pourrissent dans une cave, le gouvernement du 4 septembre m'a pris mon bâtiment qui me servait à mes expositions, pour faire des barricades. Mon atelier d'Ornans a été dévalisé par les Prussiens, déconsidéré comme je le suis, je ne pourrai peut-être plus rien vendre ; et tout cela, pour avoir désiré faire de la peinture librement, sans avoir jamais ni demandé ni désiré, ni place, ni honneur, ni achats, ni privilège, je n'ai même pas un tableau au Luxembourg, étant connu dans toute l'Europe. Voilà où mène le désintéressement et la libéralité. Les hommes n'aiment pas ceux qui ne sont pas ambitieux et qui ne désirent pas les intérêts matériels. Je suis très contrarié que vous soyez malade, je pense que cela va mieux, tout à vous, mon cher, ainsi qu'à votre dame.

G. Courbet

Je perds un temps bien précieux en prison.

Vous savez puisque l'on s'obstine à me rendre responsable de la colonne, j'ai offert de la relever à mes frais en vendant tous mes tableaux dans une vente publique en Angleterre.